

Procès-verbal définitif de l'Assemblée Sectorielle Grandes Cultures & Pomme de terre du 24 novembre 2020, en vidéoconférence.

I. Identification du document

Type de document	PV
Titre du document	PV définitif de l'Assemblée Sectorielle GC & PDT du 24 novembre 2020 (Vidéoconférence)
Responsable de la préparation du document	Hélène Louppe - Marc Schaus - Christine Pirson
Date de publication	
Validé par	
Annexe(s)	Liste des participants - PP de l'AS - VIDEO de l'AS disponible sur le site du Collège des Producteurs

II. Ordre du jour

1. Modalités de réunion
2. Approbation de l'ordre du jour et du PV de la dernière Assemblée
3. Présentation du Collège des Producteurs
4. Actualités du Collège des Producteurs
 - Le Référentiel du Vivre Ensemble
 - Celagri
 - Prix juste
 - Communication
 - Enquête 4000 km de haies et arbres
 - Observatoire des filières
 - « Manger Demain »
 - Pommes de terre Robustes
5. « Changement climatique en Wallonie : que sèmera-t-on en 2025 ? » par Guillaume Jacquemin du CRAW → Séance de questions-réponses à la moitié de la présentation
6. Divers

III. Désignation du président de séance, approbation de la séance et validation du PV de l'assemblée sectorielle



Au vu des conditions sanitaires restrictives actuelles, l'Assemblée Sectorielle se déroulera en visio-conférence. Vu le format, personne n'a été désigné comme président de séance.

L'ordre du jour de la présente Assemblée et le PV de l'Assemblée Sectorielle du 9 mars 2020 sont approuvés sans modification

IV. Présentation du Collège des Producteurs

Hélène Louppe rappelle le fonctionnement du Collège des Producteurs, celui-ci est régi par l'Asbl SOCOPRO. Cette structure opérationnelle organise le Collège, elle fonctionne avec un Conseil d'Administration qui gère les ressources financières et le personnel. Partenaire privilégié de la Région Wallonne pour travailler sur les filières, elle régit deux structures : le Collège des Producteurs et la structure « Manger Demain ». Le Collège a trois missions principales : Premièrement, faire valoir l'avis des producteurs auprès des autorités publiques, elle sert d'interface entre les producteurs et les autorités. Son deuxième rôle est de relayer les informations relatives aux filières et aux secteurs par différents canaux. Son troisième rôle, plus économique, étant l'interface entre les acteurs des filières. Il est composé de 44 agriculteurs élus (deux représentants effectifs et deux suppléants par filière) représentant onze filières agricoles et horticoles ainsi que 20 représentants des associations. Il y a trois chargés de missions pour le secteur des cultures : Marc Schaus pour le secteur de l'horticulture comestible et des pommes de terre pour le frais, Pierre Bormann à mi-temps concernant le secteur brassicole et Hélène Louppe à mi-temps, pour le secteur des grandes cultures et pommes de terre industrielles.

V. Actualités du Collège des Producteurs

- Le Référentiel du Vivre Ensemble
Un Collectif d'acteurs s'est mis en place pour recréer un dialogue constructif entre les agriculteurs et les riverains sur la problématique des produits phytosanitaires afin d'expliquer les pratiques et les obligations légales. Il est composé de syndicats agricoles et de différentes structures de recherche et d'encadrement sur la problématique des produits phytosanitaire. Une phase pilote a été lancée en collaboration avec 11 communes. Certaines réunions n'ont pu se tenir vu les conditions sanitaires actuelles, néanmoins 190 producteurs et 150 citoyens y ont participé. Une enquête a été menée révélant que 66% des agriculteurs ont déjà eu au moins une altercation avec les riverains concernant diverses nuisances rencontrées, les problèmes phytopharmaceutiques étant en tête de liste. Certaines actions ont été menées et mises en place par les communes mais d'autres n'ont pu aboutir à cause de la crise sanitaire et seront sans doute reportés.
- Celagri
Le site Celagri, Cellule d'Information Agriculture, traite toutes les questions polémiques en agriculture. Un tout nouveau site a vu le jour il y a quelques semaines (www.celagri.be). Les informations sont diffusées tant aux citoyens qu'aux médias, en collaboration avec des médecins, des chercheurs, des experts, ...
- Prix juste
Le label Prix juste garantit la rémunération correcte des producteurs. Les caractéristiques commerciales ont été répertoriées selon 15 critères et 4 axes principaux. Il est un relais commercial et une aide à la négociation et permet également de trouver de nouveaux débouchés. Lancé officiellement en janvier 2018, il compte à présent 480 producteurs dont 11 brasseries et plus de 70 produits disponibles à la vente (<http://www.prixjuste.be>).
- Communication
Le site Filagri (<http://www.filagri.be>) plutôt destiné aux professionnels de la filière nous permet de parler des actualités et des événements des filières agricoles.



Le site Easy-agri (<http://www.easy-agri.com>) permet de vendre et d'acheter des animaux de rente. Vous pouvez le retrouver dans un groupe fermé sur Facebook.

- Enquête 4000 km de haies et arbres
Un groupe de travail est mis en place sur le volet agricole et une enquête a été réalisée en partenariat avec des acteurs de la filière au mois d'août 2020. Plus de 700 agriculteurs y ont participé avec une bonne répartition des secteurs, majoritairement le secteur ovin-câprin, avicole et horticole et une sous-représentation du secteur pommes de terre.
- Observatoire des filières
Suite au confinement brutal, le Ministre Borsus a demandé au Collège de faire remonter les craintes, les soucis techniques, logistiques, et économiques en créant un observatoire des prix des différentes filières agricoles. Cette note a été publiée tous les 15 jours et est à présent réalisée une fois par mois.
- Manger Demain
Seconde structure coordonnée par SOCOPRO travaille sur la thématique du Green deal, cantines durables. Suite à leur 3ème séance de signatures ils en sont à 500 signataires, 220 cantines et 150 acteurs de l'approvisionnement. Ils regroupent plusieurs filières dont 28 en grandes cultures et 10 en pommes de terre. L'idée est de faire matcher l'offre et la demande entre les cantines et les producteurs en réunissant les acteurs de terrain autour d'une table afin d'identifier les leviers et freins, prendre connaissance de la réalité du terrain et développer des partenariats viables pour les deux parties <http://www.mangerdemain.be> et <http://www.greendealcantines.be>
- Pommes de terre Robustes
Le projet pommes de terre robustes. Une pomme de terre robuste peut garantir un rendement et une qualité suffisante en conditions peu favorables. Grâce à ce projet, des essais ont pu être mis en place en 2019 et 2020. Plusieurs acteurs de la filière se sont engagés dans une convention (signée pour 3 ans). Pour 2020-2021, une nouvelle étude sera mise en place par la SOCOPRO en collaboration avec la FIWAP et BIOWALLONIE pour mesurer s'il y a une évolution des variétés robustes dans les rayonnages des supermarchés.

Q/R Dominique Jacques souhaiterait qu'on parle signale également le projet « Je protège l'eau » avec des pommes de terre robustes.

Le chargé de mission, Pierre Bormann, représentant le Collège dans ce projet ne peut malheureusement pas être présent ce soir. Il doit réaliser prochainement une réunion avec les producteurs partenaires du projet en question, raison pour laquelle le sujet n'a pas été abordé ce soir. Il sera présenté lors de la prochaine AS.

Q/R Loes MERTENS (BioWallonie) : N'hésitez pas à consulter la page dédiée aux essais de pommes de terre robustes via ce lien : <https://www.biowallonie.com/pommes-de-terre-robustes>

VI. « Les cultures de demain seront-elles celles d'aujourd'hui ? »

Présentation par Guillaume Jacquemin Guillaume Jacquemin travaille au CRA-W (Centre Wallon de Recherches Agronomiques) au département des productions agricoles, unité des productions végétales et est responsable des essais variétaux en grandes cultures (inscription au Catalogue VCU, DHS, post-inscription).

Mr Jacquemin a compilé les données agronomiques engrangées depuis une 25 années dans différents essais et les a mis en relation avec les données climatiques afin de comprendre l'évolution possible de la situation. Suite au réchauffement climatique, beaucoup d'agriculteurs ont des craintes. Cette présentation, a pour but de montrer les effets positifs et négatifs de ce changement climatique.

La courbe de températures ne cesse d'augmenter ce qui crée une plus grande variabilité des rendements des cultures d'une année à l'autre, que ce soit au niveau belge ou européen. Les éléments négatifs qui induisent des pertes de rendements sont principalement la sécheresse les



insectes ainsi que les virus qu'ils propagent mais il y a aussi les effets positifs comme l'augmentation du rayonnement, la sécheresse au printemps qui diminue la pression des maladies cryptogamiques.

Première session de questions-réponses :

Etienne Ernoux (producteur): En colza, les rendements sont un peu en diminution depuis +-4 ans, cela est surtout dû au problème des insecticides qu'on nous a retirés. Les conditions climatiques ont faiblement impacté les rendements du colza c'est surtout les insectes qui ont posé problème.

Guillaume : Je suis d'accord mais il y a deux choses en plus que le retrait des insecticides. Je ne suis pas un spécialiste du colza mais pour mes collègues du Nord de la France, le principal problème c'est l'implantation de la culture dans des conditions très sèches. Un mois d'août suivi d'un mois septembre sec et est très néfaste à la culture du colza, que ce soit pour la levée et puis le démarrage et ça laisse plus de temps, notamment aux altises, de venir attaquer et pondre. Il faut savoir que les altises, par exemple, sont de plus en plus résistantes aux pyréthrinoïdes et ce n'est donc parfois pas suffisant. Cette culture cumule beaucoup de problèmes : implantations, problèmes d'insectes (altises, méligèthes, les charançons, cécidomyies). La culture de tournesol pourrait être à l'avenir une alternative.

Etienne Ernoux: Vous avez raison mais, partant du principe que l'Europe veut développer et aller vers l'autonomie protéique. Le colza est une plante essentielle qui produit quand même pas mal de kilos de protéines à l'hectare, pratiquement deux fois plus que le soja, dès lors qu'on dépasse 5 tonnes en colza. Ce qui est dramatique c'est que l'on nous a enlevé en l'occurrence pour les méligèthes, les néonicotinoïdes, un seul traitement était nécessairement, maintenant on doit traiter davantage. Je trouve que les centres de recherche constatent des situations mais je crois qu'ils devraient être nos alliés dès lors que l'on est privé de produits qui deviennent essentiels.

Guillaume : Je comprends bien. La question est : est-ce que les gens dans les centres de recherches pensent différemment de vous ou est-ce que tout simplement ils ne sont pas écoutés par le monde politique ?

Etienne : Je crois que le monde agricole et le monde scientifique doivent parler d'une seule voix en constatant objectivement la situation sur le terrain au lieu d'écouter des oiseaux de mauvais augure. Je n'ai jamais vu autant d'abeilles et de guêpes que cette année. Et tous ceux qui ont des cerisiers ont eu une floraison extraordinaire,. Je suis assez perplexe d'entendre, qu'à terme, on va avoir des problèmes de pollinisation. Et donc, pourquoi nous empêcher d'utiliser les néonicotinoïdes, quand on en a vraiment besoin, quand il s'agit, pour les années à venir, de nourrir le monde en sachant que dans 30 ans, il y aura deux milliards d'habitants de plus sur terre, si le virus veut bien s'en aller... Donc on marche sur la tête par rapport à une réalité pragmatique où l'on ne se sert pas assez de la recherche pour avancer dans une meilleure production.

Henri Lhoest (producteur) : Je voudrais que Guillaume fasse sa présentation devant le monde politique pour lui faire comprendre que nous sommes de plus en plus confrontés à des impasses techniques parce qu'on nous retire des produits de pulvérisation et qu'on voit l'apparition de nouveaux insectes, que l'on ne connaissait pas. Le réchauffement climatique automnal, par exemple, permet un développement des adventices, qui deviennent de plus en plus difficiles à détruire au printemps, je pense entre autre à des graminées, etc. Je pense clairement qu'il faut que l'on reconsidère la politique de suppression de certains produits phyto pour pouvoir effectivement continuer à avoir des rendements qui sont viables pour le monde agricole et pour la société aussi finalement.

Pierre Lebrun, Fiwap : En pommes de terre, on a vu la tendance à la baisse dans les rendements. Les chiffres de rendement présenté par Guillaume sont des rendements belges totaux provenant des centres pilotes (Fiwap, Carah, LCA, Inagro). Evidemment, il y a une tendance à la baisse en pommes de terre mais je pense qu'elle ne tient pas compte du remplacement progressif des variétés. C'est quand même un changement majeur depuis 10 ans mais c'est aussi une manière de



réagir aux risques de baisse de rendement, c'est d'aller vers des variétés plus productives et c'est le cas en pommes de terre. Si l'on intègre cela, je pense que la tendance à la baisse est un petit peu moindre que ce qui est illustré. Quelle est l'influence du changement climatique sur la qualité des productions. Et en pommes de terre, c'est aussi pour cela que l'on cherche à changer de variétés, c'est que le changement climatique met en évidence des faiblesses de certaines variétés. Le premier exemple c'est la Bintje qui ne résiste pas aux coups de canicule.

Sylvie La Spina, Nature & Progrès : Je souhaitais réagir par rapport aux remarques qui ont été faites sur les interdictions de pesticides. Je ne suis pas une spécialiste de la question, il y a d'autres personnes à Nature & Progrès qui connaissent le sujet mieux que moi. Je prendrai quand même la parole en tant que consommatrice et en tant qu'agronome. D'abord, en tant que consommatrice, je ne suis pas d'accord avec le fait de parler de pesticides pour nourrir le monde... Est-ce qu'il ne faudrait pas, en premier, parler des pratiques culturales qui permettent de subir moins l'impact de ces aléas climatiques et particulièrement la sécheresse. On sait très bien que le mode de fertilisation et le travail du sol a un impact, donc je trouvais vraiment intéressant plutôt que de focaliser sur une solution, qui est celle des pesticides qui est largement controversée, pourquoi est-ce que l'on ne s'intéresse pas un petit peu plus à tout ce qui est pratiques culturales alternatives.

Guillaume : La première solution que je propose contre le réchauffement climatique, c'est les variétés les plus adaptées à la sécheresse, aux maladies, voire à la bonne précocité. Le but de cet exposé était de montrer les impacts du réchauffement climatique, qu'ils soient positifs ou négatifs, sur nos cultures. Moi je n'ai pas eu l'impression de faire l'apologie des traitements phytos.

Sylvie : c'était surtout par rapport aux deux remarques de producteurs

Didier Labye : J'ai la malchance d'avoir une exploitation qui est fort diversifiée au niveau sol, limon hesbignon, condrusien, de la Famenne et des terres irrégulières du pays de Herve. Je dispose de la cartographie de rendement parce que j'envisage d'aller vers de la modulation intra-parcellaire. Je vois cette année, dans certaines parcelles, 10 tonnes de rendement d'écart sur 200 mètres de distance à cause du manque d'eau. Avec les mêmes apports, les mêmes éléments culturaux, quand il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de vie. C'est incroyable les différences que l'on peut avoir des années comme ceci et plus la température monte, plus les écarts vont évoluer. Je crois que certaines parties dans le pays ne seront plus cultivées ou seront mises en friches si elles ne sont pas irriguées prochainement. Alors, Madame, vous avez parlé de pesticides, je crois qu'en agriculture, il faut parler de produits phytopharmaceutiques parce que les produits pesticides c'est péjoratif. Nous sommes des professionnels, nous ne dépensons pas d'argent, nous n'appliquons pas ces produits-là par plaisir, c'est une nécessité pour essayer de produire dans les meilleures conditions possibles.

Dominique Jacques (UNAB) : Juste une approche parce qu'ici on parle de produire en quantités, produire autrement, est-ce qu'il a fait une étude sur les sols bio ? C'est cela qu'il faudrait aussi avoir l'approche pour essayer de comprendre. Ce n'est pas pour opposer deux mondes, c'est pour essayer de comprendre la différence. Vous avez parlé d'essais qui sont sur des zones non traitées ou pour avoir des bases, pour voir les problèmes que l'on rencontre. Mais la question se pose aussi en bio, Mais c'est sans opposer les deux mondes, mais à un moment donné il faut aller plus loin dans la réflexion, à un moment donné, il faut peut-être mettre les choses ensemble dans la recherche.

Voyez-vous les mêmes problèmes dans les cultures bio ?

Guillaume : Personnellement je ne travaille pas en bio, mon rôle premier, c'est de réaliser les essais officiels, c'est-à-dire donner au gouvernement les rapports dont il a besoin pour décider si une variété peut être commercialisée ou pas, ce sont les essais DHS et VCU, c'est sa ma fonction au niveau du CRA-W. et je m'occupe également de la post inscription. Avec une équipe, de neuf personnes on gère entre 70 et 80 essais répartis sur la Wallonie par an dans 10 cultures différentes, on a plus de 20 000 parcelles de 15m². J'ai des collègues dédiés à l'agriculture biologique au CRAW donc on en discute et s'ils me demandent de suivre leurs essais, je vais voir les essais bio mais je ne peux pas me substituer à eux.



Hélène Louppe : Pour étayer les propos de Guillaume, effectivement, il s'occupe des variétés au CRA-W, il a compilé ses données et celles de ses collègues. Je n'avais pas fait spécifiquement de demande pour le secteur bio. Et donc, il y a des essais bio au CRA-W, il n'y a aucun essai qui est spécifique sur le changement climatique. Ici ce sont des essais compilés, ce sont des observations maladies ou variétés. Maintenant est-ce qu'on a assez de recul sur les essais bio ?

Guillaume : En effet, le gros avantage ici des essais catalogue ou autre, c'est qu'on a des suites de données de 30 ans, que ce soit pour les dates d'épiaison, l'évolution des maladies. On a vraiment un recul qu'on n'aurait pas au niveau des essais bio qui ont démarrés il y a nettement moins longtemps. Je pense que l'on a besoin de ces longues séries, comme au niveau météo, on a besoin de longues séries pour se rendre compte où on est et où on va.

Dominique : C'est ce que je voulais dire, dans le futur, réfléchir dans le futur, pas dans le présent.

Emmanuel Grosjean : Suite à la discussion et aux éventuelles discussions sur le modèle, etc. , je pense que c'est intéressant de dire que pour avoir de longues séries et bien il faut peut-être commencer à collecter les données aussi pour pouvoir faire des comparatifs à un moment. Ça factuilisera les discussions quels que soient les résultats de ces comparatifs. Il faut des longues séries, je pense que c'est vraiment important, il ne faut pas factuiliser sur les chiffres d'une année ou de cinq années.

Alexis Lizon: peut-on vraiment envisager d'en venir à des techniques d'irrigation comme c'est le cas dans le sud de la France pour le moment.

Dans la seconde partie de sa présentation, Guillaume nous parle des nouvelles cultures, telles que la vigne, le quinoa, le sorgho, les lentilles mais principalement le tournesol, le blé dur et le pois chiche.

Troisième année d'essais pour la culture du blé dur avec une trentaine de variétés, venant de toute l'Europe. Beaucoup de réticences dues à l'historique de cette culture par rapport à sa résistance au froid. Le blé dur est un blé alternatif, cela veut dire qu'il peut être semé au printemps mais l'on constate un moins bon rendement. Actuellement, on en compte plus de 700 ha en Wallonie.

Le tournesol est une culture qui se développe vite même en condition sèche, elle est très efficiente en eau. La plante est capable de bouger pour capter un maximum de lumière. Ses principaux prédateurs sont les corneilles et les pigeons la principale maladie est le phomopsis mais il existe des variétés résistantes. Il faut aussi faire attention à la verse. Afin d'assurer la récolte, il faut planter des variétés précoces ou très précoces. Nos rendements sont nettement au-dessus de la moyenne française.

Le pois chiche est une culture méditerranéenne mais possible dans nos contrées, elle résiste merveilleusement bien à la sécheresse.

Seconde session de questions-réponses :

Bruno De Wulf : Qu'est-ce qui explique que le blé dur est plus résistant à la sécheresse que le blé tendre ou l'orge ?

Guillaume : Je vais faire des recherches car je n'ai pas la réponse à cette question, ce n'est pas son système racinaire car il est moins fort que celui du froment.

Bruno : J'ai peut-être une piste pour toi Guillaume qui est liée à l'efficienne de l'utilisation de l'eau et à la sélection en blé dur qui a utilisé cela comme critère. Je ne suis pas certain que cela soit juste, c'est pour cela que j'ai posé la question. En tout cas c'est un critère de sélection qui commence à prendre de l'importance dans les cultures que nous cultivons ici, celles dont moi je m'occupe, notamment la betterave. C'est un critère dont on espère pouvoir tenir compte.



Hélène : Il y a un risque de déclassement pour le blé dur pour des raisons qualitatives mais est-ce qu'il est bien apprécié par le bétail ?

Guillaume : C'est une question qu'on se pose. C'est vrai, il est plus dur, en même temps, il est plus riche en protéines donc c'est plutôt un avantage. On est conscient de cette question-là mais je ne sais pas encore y répondre. Cela fait partie des choses qu'on aimerait bien résoudre.

Etienne Ernoux : on souhaitait sensibiliser le négoce à la nécessité d'avancer dans la qualité des blés. On est ouvert à toutes les nouvelles cultures, ce n'est pas un problème, si demain il faut faire du pois chiche, on fera du pois chiche. On cultivera si on y trouve une rentabilité si on a des problèmes de rentabilité avec ce que l'on cultive aujourd'hui. Mais, à partir du moment où le négoce nous fait faire du blé dur et qu'il dit qu'en-dessous de 14% de protéines vous êtes déclassé, nous prenons un risque financier important puisqu'il a 10% de rendement en moins. Cependant, si ça fait 13,5, le négoce va commercialiser tout de même ce blé. Il faudrait que nous développions une approche de contrat plus réaliste que ce qui a été fait jusque maintenant. Maintenant Guillaume, j'entends bien que tu n'es pas dans les systèmes de commercialisation, toi ton but c'est de proposer des variétés qui tiennent la route etc., mais il faut entendre que derrière tout cela, on a le problème de rentabilité.

Hélène : On peut essayer d'avoir un contrat qui serait validé Prix Juste Producteurs (<https://prixjuste.be>). On n'a pas énormément de recul sur cette culture, il faut voir si - sur le long terme, c'est plus ou moins rentable que le froment. Il y a un gros avantage du blé dur, c'est qu'une partie des approvisionnements viendrait du Canada où l'on traite au moment des récoltes et donc on a des résidus de glyphosate sur le grain. Et de plus en plus, les entreprises sont sensibles à cela, c'est pour ça qu'ils s'approvisionnent en partie localement.

Guillaume : Bien sûr, moi je suis tout à fait d'accord avec Etienne mais je pense qu'il n'y a pas que la question du prix. C'est là la question de qui prend les risques et ça malheureusement, je sais que c'est de pire en pire. Vous prenez tous les risques. Et je ne sais pas comment faire moi je suis phytotechnicien, je suis loin d'être un économiste mais c'est ça qui doit changer. On va vers des années d'incertitude il n'est pas possible que vous (agriculteurs) soyez les seuls à supporter les risques Les risques climatiques doivent être partagés et l'industrie doit prendre sa part.

Emmanuel Grosjean: C'est une bonne porte d'entrée que de parler du partage du risque, je crois en tout cas, dans le développement des filières on n'en parle pas assez. Pour le tournesol, est-ce que c'est une perspective réaliste à grande échelle ou c'est quelque chose qu'on envisage ponctuellement, si on se projette dans 20 ans.

Guillaume : Agronomiquement, c'est tout à fait envisageable. Maintenant, comme je l'ai dit, je ne suis pas économiste, actuellement les tritrateurs vont préférer acheter des péniches avec des lots homogènes venant de Bulgarie et de Roumanie parce que c'est la zone où on les produit le plus, Ils n'ont pas les mêmes coûts de production que nous, on le sait bien. Donc si maintenant il n'y a pas de frais de douane ou simplement de frais de transport.

Hélène : Emmanuel pour compléter ton intervention, actuellement il y a demande pour de petites quantités en circuit-court de pâtes en circuit court. C'est une nouvelle culture et il y n'y a pas de filière derrière pour travailler ses cultures et donc il y a toute une logistique à mettre en place. Les moulins ne sont pas les mêmes, on démarre de zéro et le développement de la filière derrière fera que ça prenne plus ou moins de l'ampleur ou pas.

Bruno De Wulf : J'avais une question pour Guillaume. Penses-tu qu'il est urgent qu'on desserre l'étau sur les techniques de sélection utilisées dans les espèces cultivées (nouvelles techniques de sélection) et que faites-vous, scientifiques wallons, pour essayer que ce dossier avance ?



Guillaume : Au niveau wallon, il y a une telle pression sur les OGM que nous, scientifiques dépendant du ministère, on a aucune chance de déposer un projet avec ces techniques qui seraient susceptibles d'être subventionnées.

Bruno : Et penses-tu que ça pourrait être la solution pour adapter les plantes cultivées actuellement plus rapidement à l'évolution du climat ? Et à la disparition de molécules qui finalement nous rend sensible à tous les insectes et maladies.

Guillaume : Concernant l'évolution du climat c'est à mon avis beaucoup plus difficile à faire parce que là tu es sur des caractères qui sont très nombreux et qui sont tous en interaction les uns avec les autres. On n'identifiera jamais le gène de résistance à la sécheresse, ça n'existe pas. C'est un ensemble de caractères qui permettent une meilleure tolérance mais il n'y a pas un gène comme ça, qui serait un gène majeur de résistance à la sécheresse. Par contre, ta question va plus se poser, par exemple, pour les problèmes de virus, de tolérance aux virus, que ce soit en betteraves, en orge ou en avoine. L'avoine est une magnifique culture très rustique, très peu demandeuse en intrants et qui pourrait très bien convenir en bio mais elle est très sensible à la jaunisse nanisante. Donc si on pouvait transférer les gènes de tolérance qu'on voit actuellement chez les orges, sur les avoines, et bien on gagnerait 20 ou 30 ans de sélection certainement.

Alice Soete (CRAW): Je suis d'accord par ce qui vient d'être dit par Guillaume, je voudrais juste ajouter une chose par rapport au financement de projets en lien avec les nouvelles techniques de sélection, on a quand même eu un projet de recherche sur la cis-genèse en pommes de terre financé par le SPW. L'avis que j'ai toujours défendu par rapport à tout ça c'est que finalement ce n'est pas tellement sur les techniques de sélection qu'il faut discuter mais plutôt sur les objectifs de sélection en lien avec les techniques utilisées. Il faut savoir ce que l'on veut et c'est sûr qu'on ne pourra tout obtenir en se privant de certaines techniques.

Etienne : Il faut se reposer la question de la mutagenèse alors ?

Alice : Les nouvelles techniques de sélection sont des techniques de mutation dirigées de manière très précise. Mais pour le moment, ces techniques-là ont été assimilées à des OGM alors qu'en réalité ça n'a plus rien à voir avec les premiers OGM qui ont été créés qui sont des techniques de mutagenèse très peu dirigées qui existent et qu'on utilise depuis des années dans certaines cultures et qui ont produit des végétaux qui sont cultivés, qui sont consommés dans beaucoup de régions du monde, y compris en Europe. On utilise des techniques d'irradiation par des rayons radioactifs ou des techniques de transformation chimique par des agents chimiques très agressifs qui provoquent des mutations mais de façon complètement aléatoire et bien ça c'est encore autorisé. Donc il est vrai que la législation européenne n'est pas du tout à la page par rapport à la précision des biotechnologies existantes aujourd'hui. La loi n'évolue pas du tout en lien avec ce qui existe.

Etienne : Et autant les politiques ont écouté les scientifiques s'agissant du Coronavirus, autant s'agissant de la recherche d'une alimentation plus abondante pour l'avenir, les scientifiques ne sont pas écoutés.

Guillaume : Cela fait des années que nous ne sommes absolument pas écoutés Avec le coronavirus, c'est la première fois depuis des années, qu'on redemande l'avis de scientifiques et c'est bien. Et je me suis demandé si, une fois l'épisode Corona passé, si on verrait des agronomes à la télé pour leur demander leur point de vue sur la problématique des OGM, du Roundup, des produits phytopharmaceutiques, toutes les choses sur lesquelles on n'a jamais demandé notre avis.

Etienne : Je crois que c'est quelque chose à absolument creuser. Il faut que vous retrouviez votre place au niveau de l'écoute politique.

Bruno : Si je peux me permettre Guillaume, on ne vous demande pas votre avis mais vous pouvez le donner quand même.



Vous pourriez vous regrouper entre scientifiques wallons et communiquer ensemble. Cela se fait en Flandre, ça se fait dans d'autres pays

Olivier Mahieu : A part quelques exceptions (le colza, certains légumes voire le lin), le changement climatique avait plutôt un effet bénéfique sur les cultures. Par contre je trouve super interpellant l'arrivée d'un cortège de nouveaux ravageurs ou un renforcement des ravageurs. Effectivement de moins en moins de moyens de lutte et parfois une mauvaise maîtrise de la lutte parce qu'on ne connaît pas toujours ces nouveaux ravageurs et donc est-ce qu'il ne faut pas faire un plaidoyer par rapport à ces moyens de lutte contre ces ravageurs.

Guillaume : Effectivement en Wallonie on a énormément de chance par rapport à d'autres régions du monde ou même simplement d'Europe, grâce à la qualité de nos sols que l'on a et vu qu'on n'était pas à l'optimum au niveau ensoleillement et températures pour beaucoup de cultures. C'est vrai qu'actuellement et dans les prochaines années, on a plutôt un effet positif qui est sans doute plus fort que les effets négatifs actuellement sur des cultures comme les céréales. Maintenant, il faut voir aussi, si ça continue à monter même pour nous ça ne sera pas bon. La deuxième question c'est qu'avec le réchauffement les problèmes d'insectes sont beaucoup plus importants. Les insectes sont bien plus inféodés aux climats continentaux, les maladies aux climats océaniques. Les insectes, pour eux-mêmes, ne me font pas trop peur. C'est vrai qu'il faut garder des outils mais ce qui me fait peur ce sont les virus qui sont véhiculés par les insectes. Ce n'est pas parce qu'on est dans la période Covid mais j'ai beaucoup plus peur des virus que des insectes. On ne sait pas lutter contre le virus autrement qu'en tuant le vecteur qui est l'insecte. Concernant le retrait des néonicotinoïdes en colza, je peux comprendre vu que c'est une plante qui fleurit et draine beaucoup d'insectes utiles. Mais en betteraves c'est une culture qui ne fleurit pas. Au niveau environnemental, on n'est pas gagnant dans la situation actuelle par rapport à celle d'il y a 3 ans. Maintenant les champs de betteraves ont été traités deux à trois fois avec un pyréthrianoïde ou un autre insecticide avec un pulvérisateur aux mois d'avril et mai, c'est-à-dire quand il y a tous les auxiliaires est-ce que là on est gagnant par rapport à des semences enrobées d'un insecticide.

Henry je suis très mitigé par rapport l'idée que le réchauffement climatique est bénéfique, les rendements en betterave et en chicorée sont fort impactés. La volatilité du climat fait qu'on est en pleine incertitude par rapport à l'avenir de ces cultures. Pour moi la meilleure résilience pour les agriculteurs c'est d'abord d'augmenter le nombre de cultures pour répartir le risque sur son exploitation et deuxièmement, de ne pas hésiter à cultiver des cultures qui ont un facteur de récupération possible, je pense à la betterave, la chicorée, les céréales, ce sont des cultures qui ont des cycles longs. Le lin, les pois, les pois de conserverie qui sont des cultures de 90 jours ou 100 jours. A partir du moment où tu as une sécheresse c'est foutu.

Hélène : Je pense aussi que tu étalonne le risque financier parce que l'on voit que le prix des marchés fluctue énormément et donc en cultivant différentes cultures, tu échelottes ton risque au niveau agronomique mais aussi au niveau économique.

Olivier : Je voulais simplement répondre par rapport aux betteraves c'est vrai que c'est une culture qui a vraiment souffert cette année et, on en a parlé, les problèmes de pucerons, de viroses, etc. ; je crois que c'est vraiment le gros problème cette année mais on a quand même vu que c'est une culture qui peut rattraper son retard sauf pour les arrachages précoces, c'est un peu difficile. Mais je pense que c'est quand même une culture qui chez nous, même en période difficile et de sécheresse, peut quand même nous offrir un rendement assez correct.

Didier Labye : Tout au début de l'exposé vous avez parlé du triticales qui est une céréale qui a d'énormes potentiels de rendement. Il y a plus d'une dizaine d'années on en a cultivé plusieurs hectares parce qu'il y avait un débouché. On a perdu le débouché, donc on a arrêté cette culture. Pourtant je suis persuadé qu'il y avait un avenir parce que le potentiel de rendement est supérieur au blé Je veux bien cultiver du triticales, du seigle hybride, mais il me faut un débouché et on est prêt à produire. Donnez-nous une rentabilité et on va produire tout ce que vous voulez. Nous sommes hyper performants au point de vue changements technologiques.



Guillaume : Pourquoi est-ce qu'il n'y avait pas plus de Triticale en Belgique ? Quand on va dans les Pays Baltes ou en Scandinavie ou en Pologne, on voit que le triticale et le seigle sont beaucoup plus répandus et fonctionnent très bien. Cette année, il n'y avait pas assez de semences de triticale, tout a été vendu. Il y a du triticale dans le Condroz, ça fait longtemps qu'il n'y en a plus eu.

Etienne : Le problème c'est qu'en Wallonie, les débouchés du blé, c'est Biowanze et l'usine de blé à Gand pour faire du bioéthanol. On vend très peu aux usines d'aliments finalement. Et si demain, on a davantage de triticale, il faudra séparer le triticale pour le vendre vers les porcheries. Il y a peu d'acheteurs d'aliments 0 à base de triticale chez nous pour refiler aux porcs. La Wallonie sait produire ne sait pas transformer.

Sylvie La Spina : je voulais savoir si au niveau du CRA-W, vous vous intéressez plus aux mycorhizes. Puisqu'on sait qu'elles participent quand même très largement à la résistance des plantes aux maladies et aux ravageurs.

Guillaume : Les données je ne les aies pas, la réponse c'est oui tout à fait, même dans ce bâtiment-ci en fait. Oui au CRAW c'est Briec Hardy et Fabienne Delporte travaillent sur les mycorhizes. Il y a des recherches qui sont faites en partenariat avec les universités. Les mycorhizes m'intéressent énormément, j'en suis convaincu aussi, c'est un très bon sujet, on travaille dessus mais par contre je n'ai pas les données et même si je les avais, je n'aurais pas le droit de diffuser des données qui ne sont pas les miennes.

Hélène : Peut-être pour un prochain projet d'assemblée sectorielle.

Alice Soete, CRA-W : Je voulais réagir par rapport à la question de Sylvie La Spina, mon collègue, Vincent César, a déjà travaillé sur l'utilisation de mycorhizes dans le cadre de la lutte du mildiou de la pomme de terre. Les résultats n'ont pas été très concluants mais il y a encore des explorations qui se font aussi sur la stimulation des défenses naturelles des plantes.

VII. Prochaine assemblée sectorielle

Le thème des mycorhizes est proposé comme sujet pour la prochaine AS mais n'hésitez pas à nous faire part de vos idées.

Suite à la discussion où beaucoup d'éléments techniques ont été présentés, Emmanuel Grosjean propose d'amener les acteurs des filières et les négociants, etc., à voir dans toutes ces nouvelles cultures, ces opportunités, quel est leur point de vue, confronter leurs avis sur cette dimension filière. Le partage et la gestion du risque et la diversité de ce que l'on peut essayer sont des sujets importants.



ANNEXE 1 Liste des présences

Producteurs	Non producteurs
Buyze Olivier	Blanchard Remy
De Wulf Baudouin	Bonnaive Mathieu
Deneubourg Jacques	Cartrysse Christine
Devillers Caroline	Cesar Vincent
Ernoux Etienne	Chavet Rudolf
Flamend Fabrice	Choquet Michel
Gobert Claudine	Cools Romain
Jacques Dominique	De Wulf Bruno
Labye Didier	Denoncin Albert
Lefevre Jean-Marie	Dierickx Simon
Lhoest Henri	Doffagne Maxime
Lisart Robert	Duhaubois Gilles
Mathieu Michel	Escarnot Emmanuelle
Poncelet Amaury	Etienne Grégory
Pussemier Damien	Ferdinand Manon
Tirtiaux Vinciane	Georges Benoît
Van Wonterghem Philippe	Haine Daniele
	Henroz Olivier
Socopro	Housen Claire
Grosjean Emmanuel	Jacquemin Guillaume
Legrand Quentin	Jeanmart Céline
Louppe Hélène	La Spina Sylvie
Pirson Christine	Lebrun Pierre
Schaus Marc	Lefert Charles
	Lizon Alexis
	Mahieu Olivier
	Mertens Loes
	Nihoul Philippe
	Noiret Aurélie
	Rabier Fabienne
	Roisin Luc
	Sinnaeve Georges
	Soete Alice